

Marine Le Pen et Vladimir Poutine : dix ans de complaisance et de compromissions

4 MARS 2022

Auteur

THIERRY PECH

Directeur général de Terra Nova

Il manquait à la stratégie de "normalisation" de Marine Le Pen un changement de position sur la Russie. Après avoir relayé la propagande russe depuis plus de dix ans, la candidate d'extrême-droite tente désormais de faire oublier son alignement géopolitique. Mais les faits sont têtus : rappel d'une décennie de compromissions.

La mansuétude de Marine Le Pen à l'égard de l'impérialisme russe ne date pas d'hier. Interrogée le 3 janvier 2017 sur BFM au sujet de la Crimée, elle déclarait ainsi : « *Je ne crois absolument pas qu'on puisse dire qu'il y a eu une annexion illégale. Il y a eu un référendum, les habitants de la Crimée souhaitaient rejoindre la Russie* ». A ses yeux, le référendum d'autodétermination organisé le 16 mars 2014 sans le consentement de Kiev, dans des conditions peu transparentes (l'OSCE n'a pas supervisé le scrutin) et, qui plus est, condamné par l'Assemblée générale des Nations Unies, effacerait le coup de force militaire qui l'a précédé : selon Marine Le Pen, on ne pourrait pas parler d'« annexion illégale » puisque les urnes ont révélé *ex post* que la population locale consentait à intégrer le giron russe (à 96,77%!). Qu'il se soit trouvé une majorité d'électeurs en Crimée pour souhaiter le rattachement de la péninsule à la Fédération de Russie ne fait guère de doute, mais les conclusions que l'on pourrait tirer du raisonnement de Marine Le Pen sont d'une autre nature : on pourrait ainsi démembrer un Etat voisin si le territoire conquis par les armes s'avérait consentant *a posteriori*. Il revient à déroger à l'article 2 de la Charte des Nations Unies[1]. A ce compte-là, de nombreuses opérations de redéfinition des frontières européennes pourraient être envisagées : en suivant la même procédure, la Russie pourrait tenter un scénario avec la Transnistrie en Moldavie, la Finlande avec la Carélie, l'Allemagne avec l'enclave de Kaliningrad (l'ancienne Königsberg)... Les territoires ne manquent pas en Europe où des minorités seraient susceptibles d'approuver rétrospectivement des coups de force[2].

Toujours en 2017, le 24 mars, Marine Le Pen est reçue par Vladimir Poutine au Kremlin en pleine campagne présidentielle française. Elle cherche alors à soigner sa stature internationale et déclare à cette occasion : « *Nous ne croyons pas dans une diplomatie de menaces, de sanctions ou dans une diplomatie de chantage que l'Union européenne, malheureusement, applique de plus en plus contre la Fédération de Russie et contre ses propres membres* ». C'est très exactement ce que le chef du Kremlin a envie d'entendre. Marine Le Pen valide ainsi le mythe construit par Poutine depuis plus de 10 ans : celui d'une Fédération de Russie dans la position d'agressée, humiliée par les Occidentaux depuis l'éclatement de l'URSS en 1991, via des menaces d'élargissement à l'est de l'OTAN ou de l'Union européenne. Elle instille à cette occasion l'idée que l'Union européenne traiterait la Russie comme la Hongrie ou la Pologne, autres piliers à l'époque de son imaginaire national-populiste.

Il faut dire que le contexte international est particulièrement propice à ce genre de sorties. De l'autre côté de l'Atlantique, Donald Trump vient d'être élu, ce dont se réjouit la patronne du Rassemblement national : le nouveau locataire de la Maison blanche n'aime ni l'OTAN, ni l'Europe, ni le libre-échange et il s'engage à ce que les Etats-Unis ne se lancent plus dans des aventures militaires comme en Afghanistan, laissant du même coup un boulevard aux Russes sur le théâtre syrien.

[1] Art. 2.4 : « Les Membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies ».

[2] <https://www.robert-schuman.eu/fr/syntheses/0025-les-minorites-nationales-en-europe-centrale-et-orientale>

Un vent nouveau semble se lever sur les relations internationales qui promet de balayer les tentations fédéralistes européennes, les naïvetés multilatéralistes, le « mondialisme » libéral et de remettre les souverainetés nationales au centre des affaires du monde. Le Rassemblement national recevra d'ailleurs en grandes pompes lors de son congrès en mars 2018 Steve Banon, l'idéologue organique du trumpisme et président de Breitbart News, qui se revendique comme la « plate-forme de l'*Alt-Right* » et diffuse d'innombrables *fake news* complotistes.

A cette époque, l'alignement de Marine Le Pen sur les positions et les fantasmagories du Kremlin est presque total. Elle ne craint pas de déclarer son « admiration » pour Vladimir Poutine et colle à sa propagande. Trois ans plus tôt déjà, le 17 juillet 2014, elle avait pris position à propos de l'appareil de KLM-Malaysia Airlines abattu au-dessus de l'Est de l'Ukraine, en refusant d'« *accuser les séparatistes du Donbass et même la Russie et à exonérer les forces armées ukrainiennes.* » Soit *grosso modo* la ligne de défense du Kremlin.

La russophilie politique a plusieurs visages en France : celui du gaullisme, fondé sur le non-alignement et la sortie du commandement intégré de l'OTAN en 1966 ; celui du communisme, bien sûr, qui plonge ses racines dans la Révolution de 1917 et l'anti-américanisme du PCF. Celui qu'incarne Marine Le Pen repose plus fondamentalement sur le culte de l'homme fort et du souverainisme idéologique. Comme Jean-Luc Mélenchon et Eric Zemmour, elle prône le retrait de la France du commandement intégré de l'OTAN. Comme eux, elle rêve d'une redéfinition de l'architecture de sécurité du continent européen plus conforme aux vœux de Moscou. Mais son objectif avoué est d'aller plus loin en créant « *une union paneuropéenne des Etats souverains incluant la Suisse et la Russie* »^[3]. Cette union supplanterait l'Union européenne en lui substituant une sorte d'internationale des nationalismes du continent.

Cet horizon s'est peu à peu dissipé ces dernières années. D'une part, Marine Le Pen a officiellement abandonné l'idée d'un *Frexit* : il ne s'agit plus de mettre sur pied une « union paneuropéenne », ni même de sortir de la monnaie unique mais, plus modestement et de façon beaucoup moins claire, de changer l'Union européenne de l'intérieur. L'échec cuisant à l'élection de 2017 est passé par là : même si les électeurs français ne plébiscitent pas l'Union européenne, ils regardent comme une dangereuse aventure toute remise en cause de la monnaie commune.

D'autre part, le fantasme d'un axe Washington-Moscou s'est rapidement évanoui : Marine Le Pen concède ainsi son « étonnement » lorsque, le 7 avril 2017, Donald Trump ordonne des frappes sur une base aérienne syrienne en réponse à une attaque au gaz sarin organisée par le régime de Bachar El Assad, alors soutenu par Moscou : « *Je suis un peu étonnée, parce que Trump avait indiqué à plusieurs reprises qu'il n'entendait plus faire des Etats-Unis le gendarme du monde, et c'est exactement ce qu'il a fait (...). Est-ce que c'est trop demander d'attendre les résultats d'une enquête internationale indépendante avant d'opérer ce genre de frappes ?* »^[4].

[3] Discours de Marine Le Pen du 19 novembre 2011.

[4] France 2, 7 avril 2017

Enfin et surtout, toute une série d'événements ont profondément éloigné l'opinion publique de toute sympathie à l'égard de Poutine. En 2015 déjà, le meurtre de l'opposant et ancien vice-premier ministre russe, Boris Nemtsov, avait envoyé un message très clair sur la nature de ce régime, obligeant Marine Le Pen à quelques acrobaties rhétoriques : *« J'ai confiance en la justice russe, avait-elle déclaré sur France 3, il n'y a pas de raison de ne pas le faire. Il est évident que tout le monde souhaite de retrouver, d'arrêter et de condamner ces assassins lâches qui ont tiré dans le dos. J'attends que la justice s'acquitte de son devoir. Il faut être prudent et permettre aux juges et aux policiers de faire leur travail ».*

En 2018, lorsque Sergueï Skripal et sa fille sont assassinés à Salisbury au Royaume-Uni au moyen d'un agent neurotoxique, le Novitchok, Marine Le Pen éprouve un nouvel «étonnement» : elle s'étonne cette fois-ci que « la Grande-Bretagne soit aussi affirmative » sur la responsabilité de la Russie dans l'élimination de cet ancien espion russe[5]. Relayant la propagande du Kremlin, elle explique : *« J'ai le sentiment qu'il y a autre chose derrière cela. Qu'il y a une volonté stratégique de mettre une forme de mur peut-être entre la Russie et l'Union européenne ».* Elle ajoute même, nourrissant la paranoïa russe : *« Je sais, pour avoir été députée européenne, que l'Union européenne, que l'UE mène une véritable guerre froide à la Russie ».*

On va retrouver le Novitchok dans une autre affaire en décembre 2020 : la tentative d'assassinat de l'opposant russe Alexeï Navalny, lequel est finalement soigné en Allemagne avant de regagner son pays et d'y être jeté en prison. La réaction du Rassemblement national est là encore défensive. Le vice-président du mouvement, Jordan Bardella, déclare ainsi qu'il refuse de *« s'ingérer dans les affaires russes »*, soulignant que *« M. Navalny a un contentieux éminent avec la justice »* de son pays[6]. Il n'en reste pas moins que Vladimir Poutine devient un ami encombrant pour Marine Le Pen qui, après avoir dû baisser définitivement le pavillon trumpiste après l'entreprise insurrectionnelle des assaillants du Capitole le 6 janvier 2021, commence à arrondir les angles sur le dossier russe. A propos de l'affaire Navalny, elle déclare ainsi en mars 2021 : *« N'en demeure pas moins la nécessité de s'assurer, par le biais de nos canaux diplomatiques, que M. Navalny ait accès aux droits à la défense et à la santé. »*

Mais c'est évidemment l'invasion de l'Ukraine par les troupes russes fin février 2022 qui l'oblige à faire volteface, et s'éloigner de la propagande du Kremlin. Après avoir approuvé toutes les exactions de Moscou depuis dix ans et avoir même accepté un prêt de 9,6 millions d'euros d'une banque russe dirigée par d'anciens militaires, après avoir systématiquement jeté le doute sur la véracité des faits reprochés au Kremlin ou chargé l'Europe et les Occidentaux de toutes les responsabilités, Marine Le Pen est désormais obligée de prendre ses distances avec celui qu'elle admirait voici encore quelques temps.

[5] Ouest-France, 3 mars 2018.

[6] Interview sur France 2, le 20 avril 2021.

Elle aura entre temps fermé les yeux sur l'exercice de la force en Crimée et dans le Donbass, sur les assassinats de la journaliste Anna Politovskaïa, de l'ancien vice-premier ministre Boris Nemtsov, de l'ex-espion Sergueï Skripal et de sa fille, sur la tentative d'élimination et les procès inéquitables infligés à l'opposant Alexeï Navalny et sur l'affaire du vol KLM/Malaysia Airlines, comme sur les quelques 300 prisonniers politiques qui croupissent aujourd'hui dans les prisons russes.

Un long travail de maquillage rétrospectif a commencé pour elle : effacer soigneusement les traces d'une décennie de soutien à un régime autocratique et violent ne sera pas chose aisée, mais après dix années de travestissement de la vérité, ces nouvelles contorsions et distorsions n'ont rien pour l'effrayer. La guerre déclenchée par Vladimir Poutine en Ukraine marque en tout état de cause, pour Marine Le Pen, le point final d'une longue déconfiture idéologique et d'une véritable Bérézina politique.